

Un pessimisme lucide

Après 28 ans de guerre, les représentants du Front Populaire de Libération d'Erythrée (FPLE) et du gouvernement éthiopien ont entamé des négociations préliminaires à Atlanta, sous les auspices de l'International Negotiations Network avec le parrainage de l'ancien président américain M. Jimmy Carter. Dire simplement, comme le font beaucoup d'observateurs, que ces négociations seront 'longues et difficiles' nous semble faire preuve d'optimisme. Pour historique qu'elle soit, cette rencontre n'a pas beaucoup de chances d'aboutir à la fin des conflits armés en Ethiopie et encore moins à celle du calvaire des peuples de ce pays.

Notre pessimisme est lucide. C'est en tout cas l'attitude que s'imposent tous ceux qui ne peuvent que très difficilement envisager une solution négociée au seul conflit érythréen, en dehors d'un règlement global des autres 'contentieux' entre les peuples de ce pays et la dictature du colonel Mengistu Haile Mariam.

Pour cruelle et meurtrière qu'elle soit, la guerre en Erythrée n'est malheureusement pas la seule à ensanglanter cette mosaïque déchirée qu'est l'Ethiopie. Celle dans le Tigräï l'est autant. La famine, les déplacements forcés de populations, la 'villagisation', la repression, l'exil... tous générés par la politique du régime sont tout aussi meurtriers et ont fini par plonger le pays dans une crise sans précédent dans son histoire.

Un changement radical de la politique du régime voire un changement de régime tout court est nécessaire ne serait ce que pour entrevoir un début de commencement de solution à ces problèmes. En essayant de focaliser l'attention de la communauté internationale sur le seul conflit armé en Erythrée et sur son 'initiative de paix', Mengistu a choisi de faire abstraction de tous les autres problèmes et de manoeuvrer sur le seul terrain qui lui est favorable: celui de l'unité et de l'intégrité territoriale du pays.

Il sait, en effet, qu'en préconisant une 'solution négociée' dans le cadre de l'unité éthiopienne il a le soutien de tous ou presque: des Soviétiques, des Américains, de l'OUA, de la Communauté européenne...et surtout de l'armée éthiopienne dont les chefs qui ont voulu renverser son régime au mois de mai, ne cherchaient pas autre chose que des négociations dans l'espoir de trouver une formule qui satisferait les Erythréens sans remettre en cause l'unité du pays.

Une telle solution exige évidemment des concessions de part et d'autre. Le problème c'est qu'à l'heure actuelle lorsqu'on parle 'concessions' tout le monde semble avoir les yeux braqués sur le FPLE en faisant des pressions plus ou moins ouvertes pour amener ce dernier à abandonner l'idée d'indépendance. La volonté politique du régime d'assumer toutes les conséquences d'une solution démocratique,

même dans le cadre de l'unité éthiopienne, est considérée comme chose acquise. Ce qui est très loin d'être le cas.

§§§§§§

La thèse du FPLE, avancée depuis long-temps, est clair comme le jour. Son mandat serait de mener la lutte pour créer les conditions qui permettront au peuple érythréen d'exercer son droit à l'autodétermination et de choisir, par referendum, entre l'indépendance, la fédération ou l'autonomie régionale. Il n'est donc pas question pour lui d'abandonner, à l'avance et au lieu et à la place du peuple érythréen lui même, l'option indépendantiste. D'où son refus de toute négociation où l'unité de l'Ethiopie serait présentée comme une condition préalable. C'est une position somme toute logique pour une organisation nationaliste qui s'est battue depuis près de trois décennies en inscrivant son combat dans la perspective de l'autodétermination.

Si les pressions qui s'exercent aujourd'hui sont à sens unique et ont pour objet de ramener les Erythréens 'à plus de raison' c'est parceque la question des concessions politiques de la part du gouvernement éthiopien - aujourd'hui occultée par "l'intransigeance" érythréenne - ne peut venir au premier plan que dans l'éventualité d'un accord sur une solution "dans l'ensemble éthiopien." C'est seulement dans ce cas que les ennuis pourraient commencer pour Mengistu. Car une telle solution impliquerait une redéfinition des structures politiques du pays qui ne pourrait se faire - en tout état de cause- qu'au détriment de l'emprise sans partage du Parti des Travailleurs d'Ethiopie et, plus grave encore, sans déclencher une dynamique démocratique que la dictature ne pourra ni assumer ni contrôler.

Dans cette éventualité en effet, Mengistu sera obligé de laisser échapper une partie de son pouvoir ne serait-ce que sur une parcelle du territoire national. A supposer que cela soit envisageable, restera posée la problématique de la "cohabitation" entre une dictature bornée et à parti unique à Addis Abeba et un gouvernement autonome à Asmara où le FPLE, ayant expurgé son programme politique de toute phraséologie marxiste, tenterait, en principe, d'instaurer "une démocratie pluraliste et une économie mixte." Toujours dans cette éventualité, le chef de l'Etat devra trouver la parade miracle qui lui permettrait de faire face à la dynamique formidable qui serait déclenchée par cette brèche érythréenne et qui pourrait amener d'autres peuples, dans d'autres régions du pays, à remettre en cause l'édifice totalitaire patiemment construit depuis des années.

C'est pourquoi Mengistu tentera l'impossible pour escamoter ces problèmes politiques. C'est seulement si l'on tient compte de ces préoccupations du régime qu'on peut comprendre son attitude vis à vis de la rebellion tigréenne et les provocations apparemment gratuites auxquelles s'est livré Mengistu depuis le lancement de l'initiative de paix du SHENGO (parlement) éthiopien.

§§§§§§§§

On sait que sur le plan strictement militaire les victoires enregistrées par le Front Populaire de Libération du Tigrāi (FPLT) sont autant si non plus spectaculaires que celles du FPLE, qui sont déjà considérables. Depuis le mois de mars, toute la province - la capitale Mekellé comprise - est aux mains des insurgés. Pour un gouvernement qui se veut champion de la paix, de la réconciliation nationale et de l'intégrité territoriale du pays, les négociations avec le FPLT qui semble désormais vouloir inscrire son combat dans une perspective d'une Ethiopie unie, ne devraient pas poser de problèmes. Ceci est d'autant plus vrai que, depuis quatre mois, le Front lance offre sur offre pour l'ouverture 'urgente' de négociations de paix.

Mais du côté du gouvernement, il y a de la tergiversation dans l'air. Les raisons qui expliquent le peu d'empressement du régime sont claires. Le FPLT, sans passer par les préliminaires, a fait savoir que l'ordre du jour des négociations comportera la question de la formation d'un 'gouvernement de coalition' où participeraient toutes les organisations d'opposition, l'instauration 'immédiate' des libertés démocratiques, l'expulsion des troupes soviétiques..... Il est clair que pour Mengistu, le 'nationaliste intransigeant', ces enjeux sont aussi peu négociables que l'unité et l'intégrité territoriale du pays. Mais ce n'est pas lui qui va crier cela sur tous les toits.

Il préfère les manoeuvres dilatoires dans le Tigrāi.

Dans la question érythréenne par contre, le régime espère pouvoir compter sur "l'intransigeance" du FPLE pour ne pas traiter de ce problème de fond.

On sait que, répondant positivement à l'offre de négociations sans conditions lancée par le FPLE, le SHENGO éthiopien avait accepté, le 5 juin, le principe de négociations officielles, sans conditions préalables et en présence d'observateurs agréés par les deux parties.

Moins de 24 heures après cette initiative et sans même laisser le temps aux Erythréens d'annoncer leur accord, Mengistu fait une sortie remarquée pour se lancer dans une véritable entreprise de déstabilisation du processus à peine engagé. Il compromet tout par une 'patite phrase' lancée en guise de précision lors d'une conférence de presse: personne, à commencer par moi même, n'étant mandaté pour brader l'unité du pays, les pourparlers ne porteront pas sur la question d'indépendance d'une partie quelconque de l'Ethiopie.

Beaucoup y ont vu une négation de la résolution de l'Assemblée. On ne s'étonnera pas dès lors, que le FPLE ait rejeté l'offre en faisant observer que la démarche de Mengistu "équivalait à une condition préalable et trahit l'absence d'un désir de négociations et de solution pacifique."

En ce qui concerne le chef de l'Etat, cette 'précision' n'était pas une provocation gratuite. Il cherchait à renvoyer la balle - à très bon compte - dans le

le camp du FPLE en obligeant ce dernier soit à se "démasquer" par son rejet de l'offre de paix, soit à abandonner l'option indépendantiste avant même d'arriver à la table de négociations. A défaut de tout cela, cette déclaration aurait le mérite d'obliger les grandes puissances à prendre clairement position en faveur d'une solution politique qui respecterait l'intégrité territoriale du pays.

Sur ce dernier point au moins, Mengistu semble avoir calculé juste. Malgré la fin de non recevoir opposée, dans un premier temps, par le FPLE, la communauté internationale s'est rapidement félicitée de cette initiative qualifiée par Moscou d'acte de "sagesse" et augurant la fin de la guerre civile dans le cadre d'une Ethiopie "indivisible."

Néanmoins, les Erythréens refusant toute condition préalable, il a été décidé de faire 'abstraction' de la prise de position de Mengistu et d'entamer les pourparlers sans conditions conformément à la résolution du SHENGO. C'est un arrangement d'autant plus boiteux que le chef de l'Etat est revenu à la charge en prenant soin cette fois d'impliquer les deux superpuissances dans sa stratégie de déstabilisation des négociations. Le 31 août, alors que la délégation éthiopienne était sur le point de partir pour Atlanta, Mengistu s'est adressé au SHENGO et, après avoir fait état du soutien que l'initiative de paix a recueilli au sein de la communauté internationale, 'celui de l'Union soviétique et des Etats unis compris' il déclare que ces derniers ont affirmé leur intention de contribuer à l'effort de paix "étant attendu que l'unité de l'Ethiopie est une condition préalable."

Si la rencontre d'Atlanta ne se perd pas dans le maquis des procédures et franchit le cap de cette phase préliminaire, il faudra passer à l'examen des questions de fond.

La revendication érythréenne de referendum d'autodétermination, dont l'une des options est l'indépendance, sera à coup sûr la pierre d'achoppement majeure. Le gouvernement n'acceptera jamais une telle idée. En plus, toute insistance du FPLE sur ce point fournirait au régime le CAUSUS BELLI idéal et pourrait mener à la rupture des négociations, laquelle serait, aux yeux de la communauté internationale, au tort des Erythréens. Les dirigeants du Front sont conscients de ces calculs de Mengistu. C'est ce que déclarait M. Issayas Afeworki, secrétaire général du FPLE, le 31 août :

" Si le problème n'est pas résolu et si l'échec prévisible se produit, le gouvernement veut que la communauté internationale, qui soutien sa position, soit déçue et rejette la responsabilité de l'échec sur le combat érythréen et le FPLE. Ceci lui permettrait de recevoir l'assistance dont il aura besoin pour relancer la guerre. C'est en considérant cela que nous disons avec certitude que le régime n'est pas encore prêt pour la paix."

Il reste qu'il est difficile d'envisager la parade qui permettra aux Erythréens de contrer cette stratégie de Mengistu tant qu'ils n'annonceront pas clairement

leur acceptation d'une solution politique qui garantirait l'intégrité territoriale de l'Ethiopie. Mais il est encore plus difficile de s'attendre à une telle prise de position de la part du FPLE. On risque donc de revenir à la case départ.

On sait qu'il n'y aura pas de solution militaire au conflit érythréen. L'impasse prévisible aura peut être pour mérite de faire enfin ressortir d'autres aspects du problème que les démocrates éthiopiens tiennent pour évidents: Il n'y aura pas de solution séparée au problème érythréen. Une solution négociée ne peut venir que d'un régime démocratique à Addis Abeba, prêt et capable d'assumer la dynamique qu'une telle issue ne manquerait pas de déclencher. Notre pessimisme est lucide parce que tout le monde sait qu'aujourd'hui, en Ethiopie, un tel régime n'existe pas.

Negede Gobezie

20/09/89